

Géopolitique : le Président face au défi de l'information



Photo : Solo exhibition of Ghazel at Carbon 12 – Dubai, 2012

Par Didier Heiderich et Natalie Maroun, août 2012

Géopolitique : le Président face au défi de l'information

Didier Heiderich et Natalie Maroun

Article paru dans « La Nouvelle Revue Géopolitique n°4, avril 2012 sous le titre «Géopolitique : le futur Président face au défi de l'information» – Mis à jour le 8 août 2012, publiée dans « Le Magazine de la communication de crise et sensible – <http://www.communication-sensible.com> »

« *La France n'est pas un problème. La France est la solution* », François Hollande, discours du 22 janvier 2012 au Bourget

Il reste très peu de territoires encore inexplorés sur la terre. Et même si la visite sur le terrain de certains milieux hostiles ou reculés n'est pas donnée à tout le monde, les moyens de cartographie très pointus dont nous disposons nous permettent de dessiner avec une précision extrême la carte de notre planète. Paradoxalement, le monde n'aura jamais été aussi incertain, chancelant, dangereux.

Faire les choix appropriés, prendre les décisions qui s'imposent sans hypothéquer l'avenir, sans compromettre le lendemain, conjuguer les contraires : autant de moments où la lucidité doit être convoquée.

On ignore de quoi sera fait demain. Le monde est en mouvement perpétuel, les plaques tectoniques s'animent et leurs mouvements nous échappent : l'axe de rotation géopolitique de la planète vacille. Dans ce contexte où les événements dépassent l'entendement, le Président élu le 6 mai hérite d'une France rabougrie, effarée ; une France où l'étranger vient pour travailler et non en quête de gloire et de succès, une France qui ne fait plus rêver. Pour le Président et les français, la France n'a pourtant pas oublié le rôle qu'elle jouait sur le plan international et

cherchera sans nul doute à peser de nouveau sur le monde.

L'instabilité du monde et les désillusions d'une Nation qui cherche sa place désormais dépassée ne sont pas sans influencer la vision du politique, une vision sensiblement plus subjective. Faire les choix appropriés, prendre les décisions qui s'imposent sans hypothéquer l'avenir, sans compromettre le lendemain, conjuguer les contraires : autant de moments où la lucidité doit être convoquée. Car les écueils sont légion : comment distinguer le réalisme du réel, le vraisemblable du vrai, en somme la carte du territoire ?

L'enjeu pour François Hollande est de taille, car bien souvent, c'est dans ce qui n'est pas clairement énoncé que se trouvera l'essentiel de l'information dont il a besoin pour gouverner : au-delà de l'infrastructure composite et soumise à la pression démographique, au-delà du décalage entre la représentation du réel et le réel. Car c'est de cette infrastructure que naissent les crises géopolitiques, celles qui surprennent, celles qui bousculent la marche du monde, qui sidèrent des politiques, que caractérise un champ visuel restreint.

Si l'on ne sait pas de quoi est fait l'avenir on peut quand même entrevoir des crises internationales se dessiner. Pour les affronter, François Hollande devra faire preuve de clairvoyance.

L'invention de la réalité

Le 12 janvier 2011, Michèle Alliot-Marie alors Ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et européennes, prend la parole à l'Assemblée Nationale sur le début des révoltes en Tunisie « *le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permettent de régler des situations sécuritaires de ce type* ». Rétrospectivement, nous pouvons nous demander comment un ministre des Affaires Etrangères a-t-il pu aller à contresens de l'Histoire ? Quelles sont les raisons qui ont conduit Mme Alliot-Marie à faire une lecture aussi erratique d'un événement majeur dans l'Histoire de la Tunisie et qu'elle qualifie de « situations

« Accepter une croyance et l'intégrer dans une conception du monde, c'est perdre la capacité de revenir en arrière et de la remettre en question » - Gabriel Stolzenberg

sécuritaires », en somme d'incident ? Par ignorance, probablement. La sienne tient certainement à une erreur d'interprétation personnelle. La Ministre a-t-elle tenu compte des rapporteurs sur place ? Leur lecture était-elle d'ailleurs erratique car guidée par une volonté de défendre une position qui était la leur ? Quoiqu'il en soit, c'est l'ignorance qui fait le nid des erreurs de gestion des crises. L'ignorance se forge en premier lieu dans les croyances. Ce sont elles qui orientent la pensée, filtrent les informations, réécrivent et réinterprètent l'Histoire. « *Accepter une croyance et l'intégrer dans*

une conception du monde, c'est perdre la capacité de revenir en arrière et de la remettre en question » écrivait Gabriel Stolzenberg dans « L'invention de la réalité. »

Ainsi se dessinent des cartes du monde

Ce que François Mitterrand décrivait dans son discours d'investiture du 21 mai 1988 comme « la lenteur de l'Histoire prise au piège de ses habitudes »

erronées. Là où la stabilité est imaginée, le sol est rongé. Une des erreurs les plus fréquentes serait de croire que plus une autorité est affirmée, plus un bloc ou un pays est stable. Or, les crispations dans un calme apparent révèlent bien souvent des fragilités sous-jacentes. De la même façon, les lieux communs brident la vision du monde des gouvernants, et en premier lieu la *realpolitik*. Ainsi, focalisé sur le péril islamique, le gouvernement français protégeait les régimes dictatoriaux, à l'image de la Syrie de Bachar el Assad, censé préserver la stabilité du Liban, de la Tunisie de Ben Ali qui garantissait l'équilibre du Maghreb, la Libye de Kadhafi ou encore l'Egypte de Moubarak, rempart d'Israël dans une zone instable. Cette volonté d'imposer une stabilité fondée sur des Etats forts a masqué pendant des années les revendications des peuples arabes et leur volonté d'accéder à la liberté.

Ainsi soumis à l'effet de sidération propre à toute crise, plutôt que d'accompagner les peuples arabes dans leur volonté démocratique, le premier réflexe fut de chercher à protéger des équilibres existants, ce que François Mitterrand

décrivait dans son discours d'investiture du 21 mai 1988 comme « la lenteur de l'Histoire prise au piège de ses habitudes »¹. Mais ce même François Mitterrand, analysait Jean François-Poncet, n'avait pas su gérer la dimension symbolique de la chute du Mur de Berlin.² Le mandat du nouveau président a débuté coincé entre l'enclume de la fragilisation de la France et le marteau des marchés financiers. Aussi est-il nécessaire que sa

La polarisation de la pensée
politique invente une
représentation de la réalité
qui ferait place au réel.

pensée ne soit pas forgée par ces pressions, dans une vision financière du monde, par essence courte-termiste. La polarisation de la pensée politique invente une représentation de la réalité qui ferait place au réel. Guidé par la peur, le Président pourrait céder à cette réalité inventée et au final se tromper d'Histoire.

Le défi de l'information

« Ils sont incapables de comprendre les problèmes fondamentaux de cette civilisation puisque leur pensée et leur vision du monde correspondent exactement à la situation qu'ils reflètent et reproduisent sans cesse. » - Wilhelm REICH

Le Président devra se défaire des miroirs déformants. Les notes des ambassades, les analyses géostratégiques, les instituts

¹ <http://www.elysee.fr/president/la-presidence/le-president-de-la-republique/l-investiture-des-presidents-de-la-republique/discours-d-investiture-de-francois-mitterrand.8820.html>

² <http://www.cvce.eu/viewer/-/content/692cf15b-c264-43ac-8fd1-7e51d54f09ef/fr>

et les *think tanks* se sont trompés sur la cinétique du monde arabe en 2010, jusqu'au début 2011, pour livrer des informations conformes à une vision collective et formatée. Les rares autres voix furent inaudibles. Les seules informations qui circulent sont également filtrées par les réunions entre responsables politiques internationaux où les rapports se jouent dans la focale de la pensée commune, c'est-à-dire dans l'incapacité, lorsque ces acteurs sont ensemble, de voir le monde tel qu'il est, choisissant plutôt de s'intéresser aux mécanismes de négociation, à l'instance. Ces informations circulent dans une illusion d'objectivité assurée et qui laisse

Il est présomptueux de
prétendre être objectif quand
l'objectivité n'est qu'un vecteur
qui dicte les choix dans une
velléité de rationalité.

entendre la rationalité des choix effectués. Pourtant ce monde est soumis à un flux permanent d'informations auquel n'échappera pas François Hollande. Il est présomptueux de prétendre être objectif quand l'objectivité n'est qu'un vecteur qui dicte les choix dans une velléité de rationalité. Car cela suppose que l'on peut appréhender le réel dans sa complexité. Pourtant, la réalité qui s'exprime au Chef de l'Etat est loin du réel, elle est faite de tarmac d'aéroports, de salles de réunion, de rapports courtois, de langage diplomatique, de chemins choisis, de notes de conseillers, de graphiques et d'images issues des médias.

Sur cette base déformée, s'expriment les décisions, s'effectuent les choix. Pour Paul Watzlawick, Janet Helmick Beavin et Don D. Jackson, « *c'est l'hypothèse elle-même qu'un choix est possible et qu'on doit le faire qui est une illusion.* »³ Nous nous souvenons tous du « miracle espagnol », exemple de réussite à suivre impérativement. D'autres paradigmes se sont offerts aux différents responsables politiques et à la population française comme autant de choix évidents.

De plus, les défis sont nombreux : défis financiers sur lesquels tous les regards sont figés, défi stratégique avec cet encombrant partenaire qu'est la Chine, première dictature du XXI^{ème} siècle à atteindre une telle puissance et qui a engagé une inquiétante course à l'armement⁴, défi de voisinage, avec un

Défi stratégique avec cet encombrant partenaire qu'est la Chine, première dictature du XXI^{ème} siècle à atteindre une telle puissance.

Moyen Orient au bord de l'explosion, défi démocratique, avec la montée de l'Extrême Droite en Europe, défi démocratique, encore, alors que les

³ Janet Helmick Beavin, Don D, Jackson « Une logique de la communication »

⁴ Edouard Pflimlin, chercheur associé à l'IRIS « Le budget de la défense chinois devrait doubler d'ici à 2015, a indiqué récemment le groupe de recherche IHS qui édite la revue Jane's Defence Weekly. De 119,8 milliards de dollars l'an dernier, il atteindrait les 238,2 milliards de dollars en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 18,75%. Et les dépenses actuelles sont probablement sous estimées : selon de nombreux experts le budget chinois pourrait être au moins deux fois supérieur. » <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article6291>

multinationales atteignent des puissances financières qui rivalisent avec celles des Etats développés⁵, défi économique lorsque ce dernier est guidé uniquement

Les services d'information et de renseignements, tout comme les analyses dédiées, ne voient que ce qu'ils regardent.

par le rendement à court-terme, défi énergétique avec la raréfaction des ressources, enfin, défi écologique alors que la pensée écologique a été reléguée à l'arrière banc de la campagne électorale du printemps 2012.

Face aux multiples défis du prochain quinquennat, le Président devra se défaire des multiples filtres qui obturent la décision politique. Cela est nécessaire mais pas suffisant. Elu, François Hollande doit relever le défi de l'information à l'heure où la présence française dans le monde s'atténue pour cause de restriction budgétaire. Car la vision du monde livrée au président ne peut se satisfaire d'informations issues des services dédiés et orientés : c'est une présence forte de la France dans le monde, par l'école, par la culture, par la coopération, par l'action humanitaire, par ce quadrillage du terrain que l'information complémentaire peut éclairer le Président. Car il ne faut pas se tromper, les services d'information et de renseignements, tout comme les analyses dédiées, ne voient que ce qu'ils regardent. Ainsi les réseaux francophones, constitués de femmes et d'hommes étrangers mais si précieux lorsqu'il s'agit de confronter le réel à la fabrique de la réalité, non seulement ont subi des restrictions

⁵ « Apple a plus de liquidités que les Etats-Unis », Guillaume Errard, Le Figaro, 01/08/2011

budgetaires, mais souffrent, en même temps que la francophonie de l'image dégradée de la France, l'image d'un pays renfermé sur lui-même qui accuse l'étranger de tous ses maux.

Information, manipulation et imaginaire

« La société de l'information » laisse supposer que l'information circule sans entrave et la surinformation donne l'illusion d'être informé. Il faudra au Président se souvenir en permanence que l'information désigne à la fois le contenu et le contexte humain, économique, social et historique dans lequel elle s'inscrit. Le danger serait de confondre la représentation que l'on a d'un événement et l'événement lui-même, ce qui mènerait à confondre l'ersatz avec l'événement réel : « ceci n'est pas une pipe » nous rappelait Magritte, « ceci n'est pas la réalité », devrait être imposé sur toutes les notes fournies à François Hollande. Car, dans une certaine mesure, nous pouvons dire qu'une information n'est

« Ceci n'est pas la réalité »,
devrait être imposé sur
toutes les notes fournies à
François Hollande.

jamais gratuite. Pire, l'information focalisée peut « *détourner l'attention loin de problèmes qui mériteraient de faire l'objet d'un effort intellectuel, mais que les intérêts d'un groupe social dominant induisent à esquiver.* »⁶ La fiabilité de l'information suppose donc son indépendance : celle-ci n'existe pas. Cela

ne veut pas dire qu'il y a expressément une volonté de mentir. Le mensonge est une erreur recherchée de la représentation d'un objet, d'une situation ou d'un événement, une volonté explicite de conduire le récepteur dans une direction erronée. Mais très simplement,

On sélectionne une
information dans le flux
parce qu'elle est crédible,
vraisemblable et aussi parce
qu'elle touche une angoisse
que nous
avons au fond de nous

des biais balisent l'information qui est fournie au Président : guerre des services, à l'image du FBI et de la CIA aux Etats-Unis, angle de traitement fortement lié à l'objet du service qui émet une information, jeux de pouvoir des conseillers, de l'entourage... et parfois même, la bonne volonté associée à la conviction de l'émetteur peuvent soustraire l'information pour lui préférer un contenu normatif : on sélectionne une information dans le flux parce qu'elle est crédible, vraisemblable et aussi parce qu'elle touche une angoisse que nous avons au fond de nous.

Ainsi, le Président devra dépasser ses angoisses, l'imaginaire collectif pour se saisir du terrain international et reformuler notre imaginaire du pouvoir où les appareils formels de la démocratie sont ébranlés. Et se souvenir que les médias participent au processus de désinformation, que « *l'influence la plus déterminante que les médias exercent sur la politique ne procède pas de ce qui est publié, mais de ce qui ne l'est pas. De ce*

⁶ Yves Citton, « Mythocratie : Storytelling et imaginaire de gauche », page 29

qui est occulté, passé sous silence. L'activité médiatique repose sur une dichotomie : seul existe dans l'esprit du public ce qui existe à travers les médias. Leur puissance fondamentale réside alors dans leur faculté d'occulter, de masquer, de vouer à l'inexistence publique. »⁷

Le rôle des médias

« Nous pouvons affirmer que des événements passés par le filtre d'une transfiguration médiatique sont en toute mauvaise foi diffusés comme des événements réels (objectifs), pour être consommés comme irréels (subjectifs) (Baudrillard en Awad, 1995). » Beatriz Padilla Villarreal⁸

Il y a entre les médias et la politique une interconnexion qui interdit l'indépendance des médias et contraindra le Président à accepter la logique médiatique.

Les médias ont une influence évidente en géopolitique. La première d'entre elles est de rendre visible à l'opinion publique un sujet, une crise, un état des lieux, un événement. Et la question médiatique est à ce point importante qu'elle fait l'objet de permanentes controverses. La question demeure : les médias sont-ils influencés par le politique ou le politique est-il

influencé par les médias ? La réalité est plus complexe. Il y a entre les médias et la politique une interconnexion qui interdit l'indépendance des médias et contraindra le Président à accepter la logique médiatique. Ainsi, le Président ne pourra peser sur certaines décisions géopolitiques qu'en convoquant les français par le biais des médias : pour révéler une crise,

Et là où il pensera voir la réalité, le Président risque de ne voir qu'une case aveugle, une émotion déconnectée du réel, une carte qui ne révèle pas le territoire.

mythifier une crise ou encore faire part de ses actions. Cette convocation peut s'opérer selon des règles établies et transparentes, à l'image des communiqués, conférences de presse, prestation audio-visuelle mais aussi en organisant une circulation d'information grises, en somme une fuite. Mais il devra se méfier : autant il est possible de convoquer les médias, autant il est dangereux de les réquisitionner, et par delà, de réquisitionner l'opinion publique. Le « téléprésident » Nicolas Sarkozy, pendant sa première année de mandat, a mis en œuvre une stratégie destinée à déterminer l'agenda médiatique. Cette manœuvre a connu rapidement des revers : « Une stratégie en voie d'essoufflement », expliquait en 2010 le sociologue des médias, Denis Muzet. Pour le sociologue, la crise a contribué à « augmenter et émettre le bruit de fond médiatique », pour ensevelir une parole présidentielle en perte de crédit, et plus particulièrement le crédit de prononcer

⁷ Manuel Castells, « Emergence des « médias de masse individuels » », Le Monde Diplomatique, août 2006

⁸ « L'agenda médiatique et la construction sociale de l'incertitude », Beatriz Padilla Villarreal, Magazine de la Communication de crise et sensible, 2007

des paroles performatives : pour les français, la parole présidentielle est déconnectée des actes⁹. Se défaire de la tentation de réquisitionner l'opinion publique et de mythifier l'information, garder une posture au-delà des médias, feront partie des défis que devra relever François Hollande, au risque d'être lui-même contraint par l'agenda médiatique. Et si le Président ne peut réquisitionner les médias, il aura pour autre défi de refuser d'être convoqué par les médias. La surmédiatisation de certains événements, en raison de leur puissance émotionnelle, d'une contagion de l'émotion, conduit

qu'une case aveugle, une émotion déconnectée du réel, une carte qui ne révèle pas le territoire.

DH / NM, 2012

Se défaire de la tentation de réquisitionner l'opinion publique et de mythifier l'information, garder une posture au-delà des médias, feront partie des défis que devra relever François Hollande.

l'opinion publique dans l'attente de réactions officielles. Les sujets prioritaires et stratégiques de la politique internationale de la France ne peuvent suivre le fil des émotions qui se succèdent, fondés sur des analyses simplistes destinées au plus grand nombre. Au-delà même de la maîtrise de l'agenda des sujets internationaux à traiter, le Président aura pour défi de rester lucide dans ce que la presse rapporte du terrain international : car les médias se copient l'un l'autre dans la fabrique d'une information uniforme, normative et de surcroît efficace. Et là où il pensera voir la réalité, le Président risque de ne voir

⁹ « Nicolas Sarkozy, le « téléprésident » », Solenn de ROYER, La Croix, 24/01/2010

Didier Heiderich est Ingénieur CESI, président de l'Observatoire International des Crises et fondateur du Magazine de la Communication de Crise et Sensible. Consultant en gestion et communication de crise, il forme et accompagne depuis plus de dix ans les entreprises et institutions en situation de crise, en France et à l'étranger. Il enseigne au niveau Master dans plusieurs grandes écoles et universités en France, Suisse et Belgique. Il est l'auteur de "Rumeur sur Internet" (Village Mondial, 2004) et de "Plan de gestion de crise" (Dunod, 2010)

Natalie Maroun est une spécialiste des situations extrêmes, analyste des médias, docteur en narratologie, trilingue français-anglais-arabe et directrice du développement de l'Observatoire International des Crises. Consultante et formatrice en gestion de crise, elle accompagne les entreprises et institutions en France et à l'étranger. Elle est enseignante à la Sorbonne et à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.